

Tribune Ouvrière

Journal publié par un groupe d'ouvriers
de la Régie Renault.

AUGMENTATION ... DES PRIX.

Nous allons bientôt partir en vacances et notre situation économique devient de plus en plus difficile. Déjà de nombreux prix ont augmenté dans une très grande proportion, à commencer par ceux directement contrôlés par l'Etat : essence, cigarettes, PTT, etc... Pendant les vacances cette situation va encore empirer, en effet, l'expérience nous a appris que la période des vacances est favorable au gouvernement pour développer son attaque contre les travailleurs. Cette attaque a déjà commencé par l'augmentation des impôts directs (taxe sur les automobiles et impôts sur le revenu).

Au retour des vacances nous aurons à payer la note. D'abord les prix qui continueront à augmenter car de l'aveu des économistes bourgeois les écluses de l'inflation sont à nouveau ouvertes. Ensuite, en plus du loyer et de la rentrée des classes qui font supporter au budget ouvrier un lourd fardeau, viendra s'ajouter l'approche de l'hiver avec la hausse du charbon -10 à 20%- (10% déjà appliqués sur les prix d'été) puis la fameuse note de Ramadier de 20% d'impôts supplémentaires sur le revenu dont 10 pour les vieux pour lesquels il a fallu faire trois fois le tour de la chambre des Députés et du Sénat et 10% pour faire la guerre que Députés et sénateurs ont voté cette fois sans réticence.

Cette situation ne manquera pas de nous obliger à entrer en lutte. La Direction prévoit notre riposte et commence à préparer ses arguments de défense.

Dans une lettre adressée à tout le personnel, M. Dreyfus, tout en reconnaissant les difficultés de notre situation, jure par tous les dieux qu'en ce qui le concerne, il fait tout ce qu'il peut pour améliorer notre sort et il nous prévient : vous n'aurez rien de plus et si vous voulez en exiger davantage, vous risquez fort de tout perdre. Son argumentation se termine par une menace de chantage, il y a des candidatures qui attendent -notons au passage que ce dernier argument est une vantardise qui vient contredire une récente déclaration de M. Villiers Président du C.N.P.F. où il a dit qu'il était tout à fait mal venu d'aborder le problème des 40 heures à un moment où la France souffrait d'une pénurie de main d'oeuvre consécutive à la guerre d'Algérie.-

Pendant ce temps, que font les syndicats ?

L'an dernier, au moment où des milliers d'ouvriers étaient en grève, ils ont réussi à calmer notre mécontentement en claironnant que nous avions obtenu une "sorte" d'échelle mobile.

Aujourd'hui, où l'inflation se développe et les prix ont repris leur ascension, ils ne parlent plus d'échelle mobile des salaires mais demandent simplement une "prime de vie chère". Qui veulent-ils tromper ces dirigeants éclairés ? Ils savent bien comme nous qu'à l'allure où les prix vont augmenter il ne faudra pas 2 mois à une telle prime pour être rattrapée et dépassée par la hausse du coût de la vie.

Il est bien évident qu'au retour des vacances, nous n'aurons le choix qu'entre voir notre standard de vie déprécié de jour en jour par la hausse des prix comme dans les années qui ont suivi la guerre ou nous mettre en lutte pour une véritable Echelle Mobile des Salaires. C'est le seul choix qui nous est laissé. L'inflation est un moyen volontaire et conscient entre les mains de l'Etat pour faire payer les frais de la guerre aux salariés et aux retraités, en un mot, à tous ceux qui ne possèdent pas de biens matériels et qui n'ont que l'argent imprimé par le Gouvernement pour vivre. Non content d'envoyer nos jeunes se faire tuer en Algérie, l'Etat par l'inflation veut nous faire payer les frais de l'opération. L'Echelle Mobile des Salaires et des Retraites est pour les travailleurs le moyen de faire payer la guerre par les patrons. Leur portefeuille étant sacré, ce sera un bon moyen de l'arrêter. Il nous importe peu de savoir si Dreyfus peut payer ou pas, nous voulons garder notre standard de vie.

Il est bien évident aussi que les centrales syndicales ne sont pas prêtes à entamer cette lutte et que la lettre où Dreyfus rappelle qu'il avait "refusé catégoriquement d'instituer une Echelle Mobile" clôt la discussion pour les dirigeants syndicaux. Pour les travailleurs elle ne fait que commencer car comme nous l'avons vu, c'est à la rentrée que nous aurons la note à payer, et la hausse des prix que nous avons vu ces derniers temps n'est rien à côté de celle que nous verrons à la rentrée. Si Dreyfus ne peut pas payer,

.../...

que lui et ses semblables qui ont d'autres moyens que nous de se faire entendre du gouvernement, arrêtent la guerre d'Algérie.

Si donc nous ne voulons pas à la rentrée nous retrouver en grève pour une "prime de vie chère" il nous faudra prendre en mains notre propre sort et ne pas laisser aux centrales syndicales le soin de déterminer les formes et les objectifs de notre lutte. Pour cela il faut que les comités de grève soient élus par l'ensemble des travailleurs des ateliers et ne se composent pas simplement des responsables syndicaux avec l'habituel "inorganisé" de service.

Ces comités élus et contrôlés par les travailleurs en lutte en seront l'expression véritable et l'on ne se retrouvera plus dans la situation des mouvements précédents où notre sort et l'enjeu de notre lutte étaient à la merci d'un accord ou d'un désaccord entre les centrales.

A ce prix, nous pouvons imposer une véritable Echelle Mobile des Salaires.

-o-o-o-o-

PAIEMENT DES HEURES DE GREVE.

Par les primes exceptionnelles, la Direction a pris une assurance contre notre droit de grève. Au moment où la grève va redevenir d'une façon aiguë à l'ordre du jour, nous ne pouvons admettre les pertes de salaires, primes y compris, qui résulteraient du fait de grève. Nous devons battre en brèche la politique anti-grève de la Direction et la capitulation des syndicats qui par les accords de Septembre ont en fait accepté une limitation du droit de grève.

En fait, que signifie le droit de grève sans la possibilité matérielle de l'exercer. Nous ne pouvons admettre qu'une augmentation de salaire résultant de l'application de l'Echelle Mobile mette plusieurs mois à compenser les pertes de salaires d'une grève.

C'est pourquoi, nous devons dans nos comités de grève faire figurer en tête de nos revendications le paiement des heures de grève. Sans cette garantie démocratique élémentaire, le droit de grève n'est qu'un leurre.

-o-o-o-o-

SOLIDARITÉ DE CLASSE.

Le 5 Juillet 56, les Algériens de notre Usine ont suivi à 98% le mot d'ordre de grève générale.

Le 5 Juillet est la date anniversaire du "5 Juillet 1830" où les troupes françaises de Bourmont sont entrées à Alger.

C'est pour marquer leur volonté d'en finir avec l'exploitation colonialiste qui dure depuis cette date que les travailleurs Algériens ont fait grève le 5 Juillet.

La Direction frappe les grévistes. Tous les Algériens ayant fait grève ont reçu un avertissement pour absence non autorisée et pour ceux qui ont déjà 3 avertissements, ce 4ème est un motif de renvoi. Ils sont 70 dans l'Usine à être ainsi frappés.

Nous ne pouvons rester insensibles à cette attaque, absolument arbitraire contre notre droit de grève.

La Bourgeoisie pour mener la guerre en Algérie attaque notre pouvoir d'achat et nous serons nous aussi amenés à faire grève. Nous ne pouvons tolérer un précédent aussi arbitraire.

C'est pourquoi, nous devons appuyer de notre solidarité active toute action des travailleurs algériens pour la réintégration des camarades licenciés.

-o-o-o-o-

PRONOSTICS ET ORGANISATION.

Comme chaque année avec le Tour de France sont réapparus dans les Ateliers, des concours de pronostics, sortes de P.M.U. Tous ne sont pas calqués sur le même modèle mais ce qui est sûr c'est que tous marchent admirablement: bulletins rédigés à l'heure et collectés, agents de liaison qui tiennent les parieurs au courant de la progression de la course grâce à des radios portatives. Chacun sait à l'heure ce qu'il a gagné.

On entend souvent dire par les ouvriers que tout est pourri, que nous sommes foutus, que les syndicats nous trahissent, qu'il n'y a rien à faire...

Ne croyez-vous pas que si nous nous organisons de la même manière pour la défense de nos intérêts que nous aurions besoin des LINET et BLANC pour mener nos grèves ?

-o-o-o-o-